



Migrants à Calais

Situation des salariés et agents,

Conséquences économiques et sociales.

De par sa situation vis-à-vis de l'Angleterre, Calais est une ville frontalière dont l'activité a été amplifiée par l'exploitation du tunnel sous la Manche. La population et les salariés de Calais savent qu'au-delà du fret marchand, des touristes et des voyageurs d'affaire, leur ville et ses environs sont aussi un lieu de passage pour les migrants de toutes origines qui souhaitent atteindre l'Angleterre. Depuis 1999, ils ont su, malgré des périodes difficiles, vivre et travailler dans ce contexte en acceptant avec générosité et compréhension la présence de personnes souvent pauvres et désespérées qui veulent, comme tout être humain, assurer leur subsistance et avoir un avenir meilleur.

L'aggravation du contexte économique, mais surtout des situations liées aux guerres et au terrorisme ont entraîné un afflux sans précédent de migrants, dont beaucoup, de toute évidence, sont les victimes de trafiquants et autres passeurs organisés en véritable mafia.

Les salariés du privé comme du secteur public qui travaillent dans le Calais souhaitent que leur situation de travail et, plus globalement, que la situation économique et sociale liée à l'afflux actuel de migrants, soient prises en compte. Réunis le jeudi 20 août 2015, autour de Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, et de Pascal Catto, responsable de l'Union Régional, les militantes et militants de la CFDT de Calais et de ses environs ont témoigné des difficultés qu'ils rencontrent. Ils s'adressent aujourd'hui à Monsieur Valls, Premier ministre, afin que des mesures concrètes soient prises.

Très clairement, nous considérons que si la situation actuelle perdure, à fortiori si elle s'aggrave, il est à craindre des conséquences dramatiques qui s'ajouteraient aux drames déjà vécus (dix migrants ont trouvé la mort à Calais depuis début juin). Nous ne nions pas la nécessité de prendre des mesures sécuritaires afin de combattre les réseaux clandestins et d'assurer la sûreté des personnes et des biens. Nous considérons cependant que la réponse doit avoir d'autres dimensions tout aussi importantes. Elles doivent être humanitaires, mais aussi sociales et sanitaires.

Aucun secteur d'activité n'est épargné par la situation complexe engendrée par la présence de plusieurs milliers de migrants sur la ville et ses environs immédiats.

Ceux qui ont en charge en matière de sécurité et de logistique les points de passage entre la France et l'Angleterre sont évidemment en première ligne.

- Les services de polices qui se sont exprimés par l'intermédiaire du syndicat SCSI-CFDT ont relevé les manques d'effectifs et de moyens, des conditions de travail dégradées et un malaise croissant face au sentiment d'impuissance malgré toutes les énergies déployées.

- Un sentiment comparable s'exprime parmi le personnel des douanes qui se retrouve souvent dans des situations extrêmement inconfortables et déstabilisantes face à des migrants qui démultiplient les tentatives de passage en prenant des risques inconsidérés.
- Le personnel des installations portuaires ainsi que les salariés affectés à la gestion du tunnel sont confrontés quotidiennement à des situations de tensions, de dysfonctionnements générés par les tentatives d'incursion. **Ce personnel souhaite par ailleurs que les surcoûts générés par les contraintes nouvelles de sécurité ne soient pas à la charge de leurs entreprises** qui se retrouvent ainsi fragilisées et défavorisées par rapport à leurs concurrents. Cette situation menace l'avenir et l'emploi.
- Au-delà de ces personnels, la situation des salariés des sociétés de prestations (sécurité privée, nettoyage, restauration, etc...) sur les différents sites, parfois dans des entreprises de petite taille sans aucune instance représentatives du personnel, est également impactée tant sur le sentiment d'insécurité que sur les conséquences dans le travail quotidien. **Un accompagnement psychologique pour les salariés qui le demandent, mis en place à la demande de CHSCT dans certaines entreprises, devrait être également accessible pour ces salariés (action possible de la Direccte avec la Carsat).**

Cette situation est ressentie douloureusement dans la ville et ses environs. Deux exemples significatifs :

- Au centre hospitalier de Calais, le personnel assume avec professionnalisme et compétence l'accueil de migrants blessés suite à leurs tentatives d'incursion ou malades en raison des conditions sanitaires dans lesquelles ils vivent. Les dispositifs complémentaires mis en place (PASS) s'avèrent insuffisants et ne répondent pas à toutes les situations de tension qui se multiplient... Incompréhension des calaisiens au fait de prioriser aux urgences des migrants gravement blessés, occupation longue des lits de chirurgie et impossibilité d'accueillir d'autres patients, déambulation et usages abusifs par les visiteurs des installations sanitaires, problèmes administratifs démultipliés. Cette situation entraîne une défiance de la population calaisienne dont certains patients préfèrent se détourner vers d'autres établissements ou cliniques hors de Calais. **Une des pistes proposée serait l'organisation au niveau du Centre Jules Ferry d'un service Halte soins santé.** Plus globalement, un renforcement des effectifs et une prise en charge de la sécurité de l'établissement par les services de l'état permettrait de soulager une situation qui ne cesse de se tendre. **L'Agence Régionale de Santé de Nord Pas-de-Calais a toute compétence pour envisager les mesures adéquates en termes de moyen et de synergie afin de faire face à cette situation exceptionnelle**
- Certains commerces de la ville sont en difficulté en raison d'afflux de migrants soupçonnés d'être infectés par des maladies (gale...). La clientèle locale se détourne de ces commerces et les mettent en difficultés financières avec des risques évidents pour l'emploi.

Ces exemples illustrent la situation vécue dans d'autres secteurs comme les transports, les services publics, la voirie, etc...

Plus globalement, la CFDT estime que la situation actuelle tout à fait exceptionnelle vécue par la population et les salariés nécessite une mobilisation de l'Etat à la hauteur des enjeux.

Nous n'ignorons pas la complexité du problème, la nécessité d'agir aux origines des migrations contraintes, l'impératif de déployer une politique européenne cohérente assurant humanisme et sécurité. Mais nous sommes aujourd'hui dans l'urgence, face à des risques potentiels de violences. Nous ressentons dans la population et chez les salariés une exaspération qui alimente les discours extrémistes et les intolérances.

Nous sommes persuadés que la réponse d'urgence doit concilier l'intérêt des populations et des solutions à la situation dramatique vécue par ces milliers de migrants.

Au-delà des aspects de sécurité publique des personnes et des biens, du respect absolu des lois et réglementations, de la nécessité de sanctions effectives à prendre contre tous les actes délictueux (y compris contre ceux qui font commerce de la misère), nous sommes persuadés que la prise en charge des aspects sanitaires et la préservation de la dignité et de la santé des migrants sont une nécessité impérative, d'abord à dimension humanitaire, mais aussi pour éviter une situation qui peut s'avérer incontrôlable et dont les calaisiens seraient les principales victimes.

Nous sommes dans un territoire fragile déjà victime de la crise (revenus par habitants parmi les plus faibles de la région, tissu industriel affaibli). La situation actuelle pèse défavorablement sur l'activité de la ville et risque d'entraîner une dégradation irréversible de son image et de son attractivité. Le Calaisis possède pourtant des atouts indéniables : réseaux de transports développés, situation géographique favorable, potentiel touristique et patrimonial indéniable, disponibilités foncières, etc... Les réponses d'urgence doivent s'articuler avec cette ambition de développement de ce territoire.

Nous demandons à Monsieur le Premier Ministre de prendre la mesure de la situation vécue par les salariés et la population, de déployer tous les moyens humains, financiers et logistiques nécessaires afin de faire face à cette situation exceptionnelle avec autorité, efficacité et humanité.